



## **RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE**

---

### **TABLE DES MATIÈRES**

<b>PROFIL DE L'ENTREPRISE .....</b>	<b>2</b>
<b>SECTEURS D'ACTIVITÉS .....</b>	<b>2</b>
<b>FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2016 .....</b>	<b>3</b>
<b>MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS .....</b>	<b>3</b>
<b>ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS .....</b>	<b>4</b>
<b>ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS .....</b>	<b>10</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE .....</b>	<b>17</b>
<b>INFORMATIONS ADDITIONNELLES .....</b>	<b>21</b>
<b>SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES .....</b>	<b>25</b>

## PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI » ou « la société mère »), est une entreprise de communication qui œuvre dans trois secteurs d'activités : la télédiffusion et production, les magazines et les services cinématographiques et audiovisuels. En télédiffusion et production, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films et en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter sept services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion. Dans le secteur magazines, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines au Québec. Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios et d'équipements ainsi que des services de postproduction et d'effets visuels. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du troisième trimestre 2016 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 septembre 2016 et 2015 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») dont, en particulier, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2015, de même qu'avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2016.

## SECTEURS D'ACTIVITÉS

Au début de l'exercice 2016, la direction a apporté des modifications à la structure de gestion de la Société. Suite à ces changements, certaines activités du secteur télédiffusion et production, anciennement exercées par TVA Accès inc. (maintenant Mels Doublage inc.), ont été transférées au sein de différentes entités de la Société. Ainsi, les activités de production commerciale sont demeurées au sein du secteur télédiffusion et production, les activités d'édition sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia ont été intégrées aux activités du secteur magazines alors que les activités de doublage font maintenant partie du secteur des services cinématographiques et audiovisuels. L'information financière des périodes comparatives précédentes a été retraitée pour tenir compte de cette nouvelle présentation.

Les activités de la Société se composent dorénavant des secteurs suivants :

- **Le secteur télédiffusion et production** inclut les activités du Réseau TVA (y compris la filiale et les divisions TVA Productions inc., TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale ainsi que les activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- **Le secteur magazines**, par l'entremise de ses filiales, notamment TVA Publications inc. et Les Publications Charron & Cie inc., comprend les activités d'édition de magazines de langues française et anglaise dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode, les sports et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines ainsi que les activités d'édition sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia.
- **Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels**, par le biais des filiales Mels Studios et Postproduction s.e.n.c. (« MELS ») et Mels Doublage inc., inclut les activités de services de location de studios et d'équipements, de doublage ainsi que les services de postproduction et d'effets visuels.

## **FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2016**

- Le 24 octobre 2016, la Société a annoncé le lancement du nouveau site web TVA.CA et de l'application mobile TVA, lesquels offrent aux téléspectateurs et aux internautes, en direct ou sur demande, un accès gratuit et en haute définition à la programmation de TVA. Le site et l'application offrent également un grand nombre de fonctionnalités, parmi lesquelles le rattrapage des émissions des sept derniers jours, l'accès à des contenus exclusifs et inédits, la poursuite de la lecture d'un écran à l'autre et la possibilité de recevoir des suggestions personnalisées.

## **MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS**

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

### **Bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e) (« Résultats d'exploitation ajustés »)**

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice et la part (du bénéfice) de la perte dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est utile, car il (elle) constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice d'exploitation ajusté avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés de la Société.

**Tableau 1****Conciliation du bénéfice d'exploitation ajusté présenté dans ce rapport avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés**

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice d'exploitation ajusté :				
Télédiffusion et production	11 249	\$ 19 214	\$ 4 934	\$ 11 422
Magazines	5 712	3 823	11 691	6 007
Services cinématographiques et audiovisuels	3 732	7 827	6 792	13 115
	<b>20 693</b>	30 864	<b>23 417</b>	30 544
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	8 968	6 871	26 322	20 758
Charges financières	738	1 009	2 574	3 814
Dépréciation d'une licence et de l'écart d'acquisition	40 100	60 107	40 100	60 107
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	617	168	1 777	2 879
Dépense (recouvrement) d'impôts	2 821	(1 689)	(1 404)	(8 083)
Part (du bénéfice) de la perte dans les entreprises associées	(275)	449	(603)	4 559
Participation ne donnant pas le contrôle	231	404	223	264
<b>Perte nette attribuable aux actionnaires</b>	<b>(32 507)</b>	\$ (36 455)	\$ (45 572)	\$ (53 754)

**ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS****Comparaison des troisièmes trimestres 2016 et 2015**

**Produits d'exploitation** de 131 592 000 \$, en baisse de 6 931 000 \$ (-5,0 %).

- Hausse de 4 074 000 \$ (4,8 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) due essentiellement à l'augmentation des revenus publicitaires de la chaîne « TVA Sports » découlant de la présentation des matchs de la Coupe du monde de hockey 2016 ainsi qu'à l'augmentation des revenus de production commerciale du Réseau TVA associée à un niveau d'activités plus élevé. Cette hausse a été compensée en partie par la baisse des revenus publicitaires du Réseau TVA.
- Baisse de 4 964 000 \$ (-14,2 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable à la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015 ainsi qu'à la baisse de 11,5 % des revenus en kiosque et de 7,9 % des revenus publicitaires pour les magazines comparables.
- Baisse de 5 567 000 \$ (-25,8 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), due essentiellement à la baisse de 50,1 % des revenus de location de studios et d'équipements, compensée en partie par la hausse de 77,1 % des revenus d'effets visuels et de 28,0 % des revenus de postproduction.

**Tableau 2**  
**Produits d'exploitation**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Télédiffusion et production	88 409	\$ 84 335	\$ 299 433	\$ 298 436
Magazines	30 025	34 989	86 709	81 214
Services cinématographiques et audiovisuels	15 969	21 536	44 131	51 640
Éléments intersectoriels	(2 811)	(2 337)	(8 929)	(6 829)
	<b>131 592</b>	<b>\$ 138 523</b>	<b>\$ 421 344</b>	<b>\$ 424 461</b>

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 20 693 000 \$, soit un écart défavorable de 10 171 000 \$ (-33,0 %).

- Écart défavorable de 7 965 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), principalement attribuable à la diminution du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA et de la chaîne « TVA Sports ».
- Écart favorable de 1 889 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), principalement attribuable aux synergies opérationnelles réalisées depuis l'intégration des magazines acquis de Transcontinental inc. (« Transcontinental ») le 12 avril 2015 (les « magazines acquis ») et aux autres initiatives de réduction de coûts, compensées en partie par la diminution des produits d'exploitation pour les magazines comparables tel qu'expliqué ci-dessus.
- Écart défavorable de 4 095 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à la diminution du bénéfice d'exploitation ajusté généré par la location de studios et d'équipements dû à un volume d'activités significativement moins élevé, compensée en partie par l'augmentation des résultats d'exploitation ajustés pour les activités d'effets visuels.

**Tableau 3**  
**Bénéfice d'exploitation ajusté**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Télédiffusion et production	11 249	\$ 19 214	\$ 4 934	\$ 11 422
Magazines	5 712	3 823	11 691	6 007
Services cinématographiques et audiovisuels	3 732	7 827	6 792	13 115
	<b>20 693</b>	<b>\$ 30 864</b>	<b>\$ 23 417</b>	<b>\$ 30 544</b>

**Perte nette attribuable aux actionnaires** de 32 507 000 \$ (-0,75 \$ par action de base et dilué), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 36 455 000 \$ (-0,84 \$ par action de base et dilué) pour la même période de 2015.

- Cet écart favorable de 3 948 000 \$ (0,09 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
  - la différence entre la charge de dépréciation d'une licence de 60 107 000 \$ comptabilisée au cours du troisième trimestre 2015 et la charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 40 100 000 \$ comptabilisée au cours du troisième trimestre 2016;
  - l'écart favorable de 724 000 \$ au niveau de la participation dans les entreprises associées;

partiellement compensés par :

- la baisse de 10 171 000 \$ du bénéfice d'exploitation ajusté;
  - l'écart défavorable de 4 510 000 \$ au niveau de la dépense d'impôts;
  - l'écart défavorable de 2 097 000 \$ au niveau de la dépense d'amortissement.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour les trimestres terminés les 30 septembre 2016 et 2015.

**Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels** de 8 968 000 \$, soit une hausse de 2 097 000 \$ principalement attribuable à la révision, au cours du quatrième trimestre de 2015, de la durée d'utilisation de certaines immobilisations acquises de MELS ainsi qu'aux investissements effectués dans les installations et équipements de production en haute définition et dans les nouveaux locaux adjacents au Centre Vidéotron pour la station de Québec du Réseau TVA.

**Charges financières** de 738 000 \$, soit une baisse de 271 000 \$ reliée principalement à un niveau d'endettement moyen moins élevé ainsi qu'à des revenus d'intérêts sur des crédits d'impôts à la production pour des années antérieures encaissés au cours du troisième trimestre 2016.

**Charge de dépréciation d'une licence et de l'écart d'acquisition** de 40 100 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2016 contre une charge de 60 107 000 \$ pour la période correspondante de 2015, soit un écart favorable de 20 007 000 \$.

La tendance continue à la baisse des produits d'exploitation dans l'industrie des magazines, notamment les revenus publicitaires et les ventes en kiosque, a amené la Société, au cours du troisième trimestre 2016, à effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») du secteur magazines. La Société a alors conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT magazines était inférieure à sa valeur comptable. Par conséquent, une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 40 100 000 \$, sans incidence fiscale, a été comptabilisée. La Société a utilisé un taux d'actualisation avant impôts de 15,6 % et un taux de décroissance perpétuelle de 1,0 % pour déterminer la valeur recouvrable.

Au cours du troisième trimestre 2015, les conditions de marché dans le secteur de la télévision, particulièrement la pression continue sur les revenus publicitaires, avaient amené la Société à effectuer un test de dépréciation sur l'UGT du secteur télédiffusion et production. La Société avait alors conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT télédiffusion et production était inférieure à sa valeur comptable. Par conséquent, une charge de dépréciation de 60 107 000 \$ avait été comptabilisée au niveau de la licence de télédiffusion, dont 30 054 000 \$ sans incidence fiscale.

**Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres** de 617 000 \$ pour le troisième trimestre de 2016 comparativement à une charge de 168 000 \$ pour la période correspondante de 2015.

- Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2016, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 517 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 341 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production, 105 000 \$ dans le secteur magazines et 71 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels. De plus, la société a comptabilisé une charge de dépréciation d'un actif incorporel de 100 000 \$ provenant du secteur magazines.
- Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 880 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 274 000 \$ dans le secteur de la télédiffusion et production, 602 000 \$ dans le secteur des magazines et 4 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels.
- Au cours du troisième trimestre de 2015, la Société avait également comptabilisé un gain de 680 000 \$, incluant des intérêts, à la suite du règlement d'un litige avec Bell ExpressVu Limited Partnership ainsi qu'un

renversement net d'honoraires professionnels de 32 000 \$ relativement à l'acquisition de MELS et à l'acquisition des magazines de Transcontinental.

**Dépense d'impôts** de 2 821 000 \$ (taux effectif de -9,5 %) au troisième trimestre 2016 comparativement à un recouvrement d'impôts de 1 689 000 \$ (taux effectif de 4,5 %) pour la même période de 2015.

- La baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % pour le troisième trimestre de 2016 s'explique essentiellement par la charge de dépréciation non déductible comptabilisée au niveau de l'écart d'acquisition.
- Au troisième trimestre 2015, la baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la portion non déductible de la dépréciation comptabilisée au niveau de la licence.

**Part du bénéfice dans les entreprises associées** de 275 000 \$ au troisième trimestre 2016, comparativement à une perte de 449 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2015, soit un écart favorable de 724 000 \$ qui s'explique essentiellement par de meilleurs résultats d'une société détenue à 50 % par TVA Publications inc. pour l'exploitation de certains magazines acquis ainsi que par la part de la Société dans la perte nette de Télévision ROC s.e.n.c. (« Télévision ROC », anciennement Société en nom collectif SUN News) comptabilisée au troisième trimestre de 2015 et découlant de la cessation de l'exploitation, au premier trimestre 2015, de la chaîne spécialisée SUN News.

**Participation ne donnant pas le contrôle** de 231 000 \$ au troisième trimestre 2016 contre 404 000 \$ au trimestre correspondant de 2015.

- La participation ne donnant pas le contrôle représente la quote-part de l'actionnaire minoritaire dans le bénéfice net d'une société détenue à 51 % par TVA Publications inc. pour l'exploitation de certains magazines acquis.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2016 et 2015**

**Produits d'exploitation** de 421 344 000 \$, en baisse de 3 117 000 \$ (-0,7 %).

- Hausse de 997 000 \$ (0,3 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) due essentiellement à la hausse de 6,4 % des revenus d'abonnement des chaînes spécialisées excluant « Argent » et à la hausse de 2,2 % des revenus provenant du Réseau TVA. Ces hausses ont été compensées en grande partie par la baisse des revenus publicitaires des chaînes spécialisées, particulièrement de « TVA Sports » et par la diminution des revenus liée à la fermeture de la chaîne « Argent » en avril 2016.
- Hausse de 5 495 000 \$ (6,8 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable à l'impact favorable qu'a eu l'acquisition des magazines de Transcontinental le 12 avril 2015, compensé en partie par la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015 ainsi que par la baisse des revenus publicitaires et des revenus en kiosque pour les magazines comparables.
- Baisse de 7 509 000 \$ (-14,5 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), due essentiellement à la diminution des revenus liés à la location de studios et d'équipements ainsi qu'aux activités d'effets visuels compensée en partie par la hausse des revenus de postproduction.

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 23 417 000 \$, soit un écart défavorable de 7 127 000 \$.

- Écart défavorable de 6 488 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), principalement attribuable à la diminution de 12,0 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA et par l'augmentation de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », compensées en partie par l'augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté des autres chaînes spécialisées.
- Écart favorable de 5 684 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), expliqué principalement par l'intégration du bénéfice d'exploitation ajusté des magazines acquis pour une période complète de neuf mois en 2016

comparativement à cinq mois et demi pour la période correspondante de 2015 ainsi que par la réalisation de synergies et d'économies de coûts opérationnels plus importantes que la diminution des produits d'exploitation pour les magazines comparables.

- Écart défavorable de 6 323 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à la diminution du bénéfice d'exploitation ajusté généré par la location de studios et d'équipements.

**Perte nette attribuable aux actionnaires** de 45 572 000 \$ (-1,05 \$ par action de base et dilué) au cours des neuf premiers mois de 2016, comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 53 754 000 \$ (-1,44 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2015.

- Cet écart favorable de 8 182 000 \$ (0,39 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
  - la différence entre la charge de dépréciation d'une licence de 60 107 000 \$ comptabilisée au cours du troisième trimestre 2015 et la charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 40 100 000 \$ comptabilisée au cours du troisième trimestre 2016;
  - l'écart favorable de 5 162 000 \$ au niveau de la participation dans les entreprises associées;
  - l'écart favorable de 1 240 000 \$ au niveau des charges financières;partiellement compensés par :
  - la baisse de 7 127 000 \$ au niveau du bénéfice d'exploitation ajusté;
  - l'écart défavorable de 6 679 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts;
  - l'écart défavorable de 5 564 000 \$ au niveau de la dépense d'amortissement.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2016 et de 37 368 027 pour la période correspondante de 2015. Cette augmentation de la moyenne pondérée d'actions diluée en circulation découle de l'émission de 19 434 629 actions classe B le 20 mars 2015 dans le cadre de la clôture d'une offre de droits de souscription aux actionnaires existants.

**Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels** de 26 322 000 \$, soit une hausse de 5 564 000 \$. En plus des éléments mentionnés dans la comparaison des troisièmes trimestres 2016 et 2015, la hausse s'explique également par l'amortissement des actifs incorporels découlant de l'acquisition des magazines de Transcontinental.

**Charges financières** de 2 574 000 \$, soit une baisse de 1 240 000 \$ qui s'explique principalement par la comptabilisation, au cours du premier trimestre de 2015, d'une charge d'intérêts liée à la facilité de crédit de 100 000 000 \$ consentie par QMI ainsi que par un niveau d'endettement moyen moins élevé pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2016 par rapport à la période correspondante de 2015.

**Charge de dépréciation d'une licence et de l'écart d'acquisition** de 40 100 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2016 contre une charge de 60 107 000 \$ pour la période correspondante de 2015 qui s'explique par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des troisièmes trimestres 2016 et 2015.

**Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres** de 1 777 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2016 comparativement à une charge de 2 879 000 \$ pour la période correspondante de 2015.

- En plus des éléments mentionnés dans la comparaison des troisièmes trimestres de 2016 et 2015, la Société avait, au cours du premier semestre de 2016, enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 890 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 404 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production, 390 000 \$ dans le secteur magazines et 96 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (2 080 000 \$



au cours du premier semestre 2015 dont 465 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production, 1 280 000 \$ dans le secteur magazines et 335 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels).

- Au cours du premier semestre 2016, la Société avait également comptabilisé des honoraires professionnels de 72 000 \$ relativement aux acquisitions de MELS et des magazines de Transcontinental (des honoraires professionnels et des coûts d'intégration de 631 000 \$ au cours du premier semestre 2015) ainsi qu'une perte de 198 000 \$ relativement à l'ajustement final d'une contrepartie conditionnelle reliée à la vente des activités d'édition de livres acquises de Transcontinental et simultanément cédées à Groupe Sogides inc., une société sous contrôle commun.

**Recouvrement d'impôts** de 1 404 000 \$ (taux effectif de 3,0 %) pour les neuf premiers mois de 2016, comparativement à un recouvrement d'impôts de 8 083 000 \$ (taux effectif de 14,2 %) pour la même période de 2015.

- Au cours des neuf premiers mois de 2016, la baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la charge de dépréciation non déductible comptabilisée au niveau de l'écart d'acquisition.
- Au cours des neuf premiers mois de 2015, la baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la portion non déductible de la dépréciation comptabilisée au niveau de la licence compensée en partie par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de Télévision ROC pour cette période.

**Part du bénéfice dans les entreprises associées** de 603 000 \$ au cours des neuf premiers mois de 2016, comparativement à une perte de 4 559 000 \$ pour la période correspondante de 2015, soit un écart favorable de 5 162 000 \$. L'écart favorable s'explique principalement par la part de la Société dans la perte de Télévision ROC pour les neuf premiers mois de 2015, qui incluait l'ensemble des coûts reliés à la cessation des activités de la chaîne spécialisée SUN News ainsi que par de meilleurs résultats d'une société détenue à 50 % par TVA Publications inc. pour l'exploitation de certains magazines acquis.

**Participation ne donnant pas le contrôle** de 223 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2016 contre 264 000 \$ pour la période correspondante de 2015, soit une légère baisse expliquée par la diminution du bénéfice net d'une société détenue à 51 % par TVA Publications inc. pour l'exploitation de certains magazines acquis.

## ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

### Télédiffusion et production

#### Comparaison des troisièmes trimestres 2016 et 2015

Produits d'exploitation de 88 409 000 \$, soit une augmentation de 4 074 000 \$ (4,8 %), principalement attribuable à :

- l'augmentation des revenus publicitaires de la chaîne « TVA Sports » principalement reliée à la diffusion des matchs de la Coupe du monde de hockey 2016;
- la hausse des revenus liés à la production commerciale due à un niveau d'activités plus élevé;
- la hausse de 4,6 % des revenus d'abonnement pour l'ensemble des chaînes spécialisées excluant la chaîne « Argent » dont la diffusion a cessé en avril dernier. La chaîne « TVA Sports » s'accapare plus de la moitié de cette croissance;

compensées en partie par :

- la baisse de 1,9 % des revenus publicitaires du Réseau TVA.

#### Statistiques d'écoute du marché francophone

##### Tableau 4

#### Statistiques d'écoute du marché francophone

(Parts de marché en %)

Troisième trimestre 2016 vs Troisième trimestre 2015			
	2016	2015	Écart
<b>Chaînes généralistes francophones :</b>			
TVA	22,3	22,3	-
SRC	13,4	11,2	2,2
V	6,8	6,8	-
	42,5	40,3	2,2
<b>Chaînes spécialisées et payantes francophones :</b>			
TVA	11,7	10,0	1,7
Bell Média	15,4	18,6	-3,2
Corus	8,9	8,9	-
SRC	4,5	4,8	-0,3
Autres	5,2	5,6	-0,4
	45,7	47,9	-2,2
<b>Total chaînes anglophones et autres :</b>	11,8	11,8	-
<b>Groupe TVA</b>	34,0	32,3	1,7

Source : Numeris, Québec franco, 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2016, l-d, 2h-2h, t2+.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2016, les parts de marché de Groupe TVA ont augmenté de 1,7 part pour s'établir à 34,0 parts.

Les parts de marché du Réseau TVA sont demeurées stables par rapport à la même période de 2015 et représentent 22,3 parts malgré la diffusion des *Jeux Olympiques de Rio* durant le mois d'août 2016. Le Réseau TVA a diffusé 3 des 5 émissions les plus regardées au Québec durant le troisième trimestre 2016, dont *Le Banquier* et la nouvelle fiction *L'Échappée*.

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA ont été de 11,7 parts pour le troisième trimestre de 2016 comparativement à 10,0 parts pour la même période de 2015, soit une augmentation de 1,7 part. Cette hausse provient essentiellement de la chaîne « TVA Sports » qui a connu une augmentation de 1,0 part avec la diffusion des matchs de la Coupe du monde de hockey 2016. Les chaînes « LCN », « MOI&cie » et « Yoopa » ont connu des croissances de 0,3, 0,2 et 0,2 part respectivement.

**Charges d'exploitation** de 77 160 000 \$, soit une hausse de 12 039 000 \$ (18,5 %).

- Cette hausse est expliquée principalement par :
    - la hausse de 66,0 % des charges d'exploitation de la chaîne « TVA Sports » essentiellement reliée à la diffusion des matchs de la Coupe du monde de hockey 2016;
    - la hausse de 16,4 % des charges d'exploitation du Réseau TVA principalement reliée au volume d'activités plus élevé au niveau de la production commerciale ainsi qu'à des coûts de contenu et de programmation plus élevés;
- compensées en partie par :
- la baisse combinée de 4,3 % des charges d'exploitation des autres services spécialisés provenant principalement de la fermeture de la chaîne « Argent » en avril dernier.

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 11 249 000 \$, soit une variation défavorable de 7 965 000 \$, expliquée principalement par :

- la baisse de 50,6 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA découlant d'un recul des revenus publicitaires combiné à des coûts de contenu et de programmation plus élevés;
- la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté de « TVA Sports », laquelle s'explique essentiellement par la concentration au troisième trimestre de 2016 des coûts de production et de diffusion des matchs de la Coupe du monde de hockey 2016.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 77,2 % pour le troisième trimestre 2015 à 87,3 % pour la même période de 2016. Cette hausse provient principalement de l'augmentation des charges d'exploitation plus importante que l'augmentation des revenus pour le Réseau TVA et « TVA Sports ».

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2016 et 2015**

**Produits d'exploitation** de 299 433 000 \$, soit une augmentation de 997 000 \$ (0,3 %), principalement attribuable à :

- l'augmentation de 6,4 % des revenus d'abonnement pour l'ensemble des chaînes spécialisées excluant la chaîne « Argent » dont la diffusion a cessé en avril dernier. Les chaînes « MOI&cie », « addikTV », « Casa », « Prise 2 » et « TVA Sports » ont connu des croissances de 14,0 %, 11,5 %, 9,9 %, 6,7 % et 6,2 % respectivement;

- l'augmentation de 2,2 % des produits d'exploitation du Réseau TVA provenant principalement d'un niveau d'activités plus élevé en production commerciale et d'une augmentation des revenus provenant des droits de retransmission de signaux éloignés;

compensées en partie par :

- la baisse des revenus publicitaires des chaînes spécialisées, particulièrement de la chaîne « TVA Sports », occasionnée majoritairement par l'absence des Canadiens de Montréal des séries éliminatoires de hockey de la Coupe Stanley.

**Charges d'exploitation** de 294 499 000 \$, soit une augmentation de 7 485 000 \$ (2,6 %).

- Cette augmentation est expliquée principalement par :

- la hausse de 4,7 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant essentiellement du niveau d'activités plus élevé en production commerciale;
- la hausse des charges d'exploitation de la chaîne « TVA Sports » reliée à la production et à la diffusion des matchs de la Coupe du monde de hockey 2016, compensée en partie par des économies de production d'émissions en lien avec l'absence des Canadiens de Montréal des séries éliminatoires de hockey de la Coupe Stanley;

compensées en partie par :

- la baisse des charges d'exploitation des chaînes spécialisées autres que « TVA Sports », en particulier de la chaîne « Argent » dont la diffusion a cessé en avril dernier.

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 4 934 000 \$, soit une variation défavorable de 6 488 000 \$, expliquée principalement par :

- la hausse de 20,5 % de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », laquelle s'explique par les éléments mentionnés précédemment;
- la baisse de 12,0 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA;

compensées en partie par :

- la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté des chaînes spécialisées autres que « TVA Sports ».

**Analyse de la relation coûts/revenus :** Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) sont légèrement à la hausse, passant de 96,2 % pour les neuf premiers mois de 2015 à 98,4 % pour la même période de 2016.

### Comparaison des troisièmes trimestres 2016 et 2015

**Produits d'exploitation** de 30 025 000 \$, soit une baisse de 4 964 000 \$ (-14,2 %), principalement attribuable à :

- la diminution des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015;
- la baisse de 11,5 % des revenus en kiosque pour les magazines comparables, en particulier pour la catégorie Artistique;
- la baisse de 7,9 % des revenus publicitaires pour les magazines comparables, particulièrement pour les catégories Féminin ainsi que Décoration et cuisine.

### **Fonds du Canada pour les périodiques**

Le 1<sup>er</sup> avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide reliée à ce programme est entièrement enregistrée à titre de produits d'exploitation et représente 10,1 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2016 (10,5 % pour la période correspondante de 2015).

### **Statistiques de lectorat et de parts de marché**

Avec près de 2,7 millions de lecteurs multiplateformes pour ses titres francophones, Groupe TVA est l'éditeur de magazines francophones numéro 1 au Québec et un joueur de premier plan dans le marché des magazines au Canada avec près de 9 millions de lecteurs multiplateformes. Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, s'avère le plus lu avec 675 000 lecteurs multiplateformes chaque semaine.

Référence canadienne en art de vivre depuis plus de 30 ans, « Canadian Living » est le magazine payant le plus populaire chez les femmes au Canada et détient plus de 3,8 millions de lecteurs multiplateformes, dont plus de 2,8 millions de femmes, tandis que son pendant francophone, « Coup de pouce », est le magazine en version papier le plus populaire au Québec et détient 1,4 million de lecteurs multiplateformes, dont plus de 1,2 million de lecteurs en version papier.

Au Québec, « Clin d'œil » est le magazine de mode numéro 1 avec 654 000 lecteurs toutes plateformes confondues, suivi de près par « ELLE Québec », qui rejoint 644 000 personnes passionnées de mode, de beauté et de reportages de grande qualité, et ce, à chaque mois.

Finalement, « The Hockey News » maintient sa grande popularité auprès des amateurs de sports et s'avère le magazine imprimé de sports le plus populaire au pays.

*Source: Vividata, Q2 2016, Total Canada, 12+*

**Charges d'exploitation** de 24 313 000 \$, soit une baisse de 6 853 000 \$ (-22,0 %), principalement attribuable :

- à la diminution des charges d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015;
- aux synergies opérationnelles réalisées depuis l'intégration des magazines acquis, à la cessation de certains coûts reliés à la transition des magazines acquis et aux autres initiatives de réduction de coûts pour les magazines comparables.

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 5 712 000 \$, soit une variation favorable de 1 889 000 \$, expliquée principalement par les éléments ci-dessus.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué et représentent 81,0 % pour le troisième trimestre de 2016 contre 89,1 % pour la même période de 2015. Cette diminution s'explique principalement par les synergies opérationnelles réalisées depuis l'intégration des magazines acquis et par les autres économies de coûts qui ont été plus importantes que la diminution des revenus d'exploitation.

### **Acquisition des magazines de Transcontinental**

Le 12 avril 2015, TVA Publications inc. a acquis de Transcontinental 14 magazines, dont quatre magazines sont détenus et opérés en partenariat, trois sites web, des contrats relatifs à de l'édition sur mesure et des activités d'édition de livres.

Parmi les 14 titres acquis, notons « Coup de pouce », « Canadian Living », « Style at home », « Canadian Gardening » et « The Hockey News ». TVA Publications inc. a également acquis une participation effective de 51 % dans Les Publications Groupe TVA-Hearst inc., laquelle lui octroie le contrôle des titres « ELLE Canada » et « ELLE Québec », en plus d'une participation de 50 % dans Publications Senior inc., société exploitant les marques « Le Bel Âge » et « Good Times ».

Les deuxième et troisième trimestres 2015 avaient été caractérisés par l'intégration des magazines acquis aux opérations existantes du secteur magazines. La Société est maintenant en mesure de profiter des synergies initialement identifiées lors de l'acquisition.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2016 et 2015**

**Produits d'exploitation** de 86 709 000 \$, soit une hausse de 5 495 000 \$ (6,8 %), principalement attribuable :

- aux revenus des magazines acquis de Transcontinental pour une période complète de neuf mois en 2016 comparativement à une période de cinq mois et demi pour la période correspondante de 2015;
- à la légère hausse des revenus d'abonnement pour les magazines comparables;

compensés en partie par :

- la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015;
- la baisse de 13,6 % des revenus publicitaires pour les magazines comparables principalement pour les catégories Féminin ainsi que Décoration et cuisine;
- la baisse de 6,8 % pour les revenus en kiosque pour les magazines comparables, en particulier pour les catégories Artistique ainsi que Décoration et cuisine.

**Charges d'exploitation** de 75 018 000 \$, soit une légère baisse de 189 000 \$ (-0,3 %), principalement attribuable à :

- la baisse des charges d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015;
- des synergies opérationnelles réalisées depuis l'intégration des magazines acquis;
- la cessation de coûts de transition reliés aux magazines acquis;
- d'autres initiatives de réduction de coûts pour les magazines comparables;

compensées en partie par :

- les charges d'exploitation des magazines acquis de Transcontinental pour une période complète de neuf mois en 2016 comparativement à cinq mois et demi pour la période correspondante de 2015.

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 11 691 000 \$, soit une variation favorable de 5 684 000 \$, expliquée principalement par le bénéfice d'exploitation ajusté généré pour une période complète de neuf mois en 2016 comparativement à une période de cinq mois et demi pour la période correspondante de 2015 par les magazines acquis de Transcontinental ainsi que par des synergies opérationnelles, la cessation de certains coûts de transition et des économies de coûts réalisées pour les magazines comparables.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 92,6 % pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2015 à 86,5 % pour la même période se terminant le 30 septembre 2016. Cette diminution s'explique essentiellement par les éléments mentionnés ci-dessus.

## Services cinématographiques et audiovisuels

### Comparaison des troisièmes trimestres 2016 et 2015

**Produits d'exploitation** de 15 969 000 \$, soit une diminution de 5 567 000 \$ (-25,8 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 50,1 % des revenus de location de studios et d'équipements découlant de la présence d'un seul projet d'envergure, soit *Day 6*, au cours du troisième trimestre 2016 alors qu'au cours du troisième trimestre 2015, de nombreux tournages utilisaient nos studios et équipements de production notamment les productions hollywoodiennes *X-Men Apocalypse* de la compagnie 20<sup>th</sup> Century Fox et *Story of your love* réalisée par Denis Villeneuve, des coproductions réalisées avec la France et la série américaine *Quantico*;

compensée en partie par :

- la hausse de 77,1 % des revenus provenant des effets visuels associée à un volume d'activités plus élevé au troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015, découlant, entre autres, de la deuxième saison de la prestigieuse série franco-canadienne *Versailles*;
- la hausse de 28,0 % des revenus de postproduction due, entre autres, à une augmentation des tournages sur pellicules.

**Charges d'exploitation** de 12 237 000 \$, soit une baisse de 1 472 000 \$ (-10,7 %). Cette baisse est expliquée principalement par :

- la baisse de 30,1 % des charges d'exploitation reliées à la location de studios et d'équipements découlant essentiellement du volume d'activités moins élevé;
- la baisse de 17,3 % des charges d'exploitation reliées aux effets visuels découlant principalement d'économies au niveau de la main-d'œuvre et d'une meilleure efficacité de la gestion des ressources;

compensées en partie par :

- la hausse de 22,6 % des charges d'exploitation reliées aux services de postproduction découlant principalement du niveau d'activités plus élevé.

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 3 732 000 \$, soit une variation défavorable de 4 095 000 \$, expliquée principalement par la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté découlant du volume d'activités moindre au niveau de la location de studios et d'équipements.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 63,7 % pour le troisième trimestre 2015 à 76,6 % pour le troisième trimestre 2016. Cette

augmentation provient essentiellement de la difficulté de réduire les coûts dans la même proportion que la diminution des revenus provenant de la location de studios et d'équipements.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2016 et 2015**

**Produits d'exploitation** de 44 131 000 \$, soit une diminution de 7 509 000 \$ (-14,5 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 26,7 % des revenus de location de studios et d'équipements expliquée essentiellement par les mêmes éléments que dans la comparaison des troisièmes trimestres 2016 et 2015, auxquels s'ajoute le tournage du film *Nine Lives* qui avait eu lieu en 2015;
- la baisse de 25,5 % des revenus d'effets visuels due à un volume d'activités moindre pour les neuf premiers mois de 2016 par rapport à la période correspondante de 2015, expliquée, entre autres, par l'utilisation de l'expertise d'effets visuels de MELS en 2015 pour le film franco-germano-canadien *Race*, réalisé par Stephen Hopkins;

compensées en partie par :

- la hausse des revenus de postproduction telle qu'expliquée dans la comparaison des troisièmes trimestres 2016 et 2015.

Les opérations de ce secteur d'activités sont fortement dépendantes de la disponibilité des studios et des équipements ainsi que de la possibilité de rencontrer les besoins des producteurs durant leurs périodes de tournage. De façon générale, le premier trimestre de l'année est une période où les activités sont habituellement réduites et les studios et équipements disponibles. Paradoxalement, la Société avait su tirer partie de son expertise et de ses relations privilégiées avec les producteurs locaux et internationaux pour réaliser un premier trimestre 2016 supérieur aux résultats habituels pour cette période de l'année. Cependant, cette performance du premier trimestre 2016 n'a pas été suffisante pour compenser en totalité la quasi absence de productions d'envergure au cours des deuxième et troisième trimestres 2016, laquelle a été attribuable, en partie, à l'annulation d'une réservation par un producteur américain.

**Charges d'exploitation** de 37 339 000 \$, soit une baisse de 1 186 000 \$ (-3,1 %). Cette baisse est expliquée principalement par :

- la baisse de 40,4 % des charges d'exploitation reliées aux activités d'effets visuels expliquée par un volume d'activités moindre ainsi que par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des troisièmes trimestres 2016 et 2015;
- la baisse de 10,3 % des charges d'exploitation reliées à la location de studios et d'équipements découlant du niveau d'activités moins élevé;

compensées en partie par :

- la hausse de 19,2 % des charges d'exploitation reliées à la postproduction associée au niveau d'activité plus élevé.

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 6 792 000 \$, soit une variation défavorable de 6 323 000 \$, expliquée principalement par la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté au niveau de la location de studios et d'équipements.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 74,6 % pour les neuf premiers mois de 2015 à 84,6 % pour la période correspondante de 2016. Cette augmentation s'explique par le même élément que celui mentionné dans la comparaison des troisièmes trimestres 2016 et 2015.



## FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

**Tableau 5**  
**Résumé des flux de trésorerie de la Société**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	33 620	\$ 15 240	\$ 36 384	\$ 86 835
Émission de capital-actions, net des coûts de transaction	-	(92)	-	108 633
Acquisition nette d'entreprises	-	(1 161)	222	(56 361)
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(8 265)	(6 180)	(25 507)	(19 173)
Variation des placements	(1 188)	-	(895)	(2 620)
Autres	(29)	(228)	(7)	(725)
<b>Remboursement de la dette nette</b>	<b>24 138</b>	<b>\$ 7 579</b>	<b>\$ 10 197</b>	<b>\$ 116 589</b>
	<b>30 septembre 2016</b>		<b>31 décembre 2015</b>	
<b>Situation à la fin :</b>				
Dette à long terme		64 817	\$	68 812
Instrument financier dérivé		472		814
Dette échéant à court terme		5 625		4 219
Moins : espèces		(19 262)		(11 996)
<b>Dette nette</b>		<b>51 652</b>	<b>\$</b>	<b>61 849</b>

### Activités d'exploitation

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation** en hausse de 18 380 000 \$ pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2016 par rapport à la période correspondante de 2015 principalement dû à :

- la variation nette favorable des actifs et passifs d'exploitation suivants :
  - des créiteurs et charges à payer pour 8 576 000 \$;
  - des revenus reportés pour 7 661 000 \$;
  - des actifs et passifs d'impôts exigibles pour 4 558 000 \$;
  - des émissions, droits de diffusion et stocks pour 4 105 000 \$;
  - des débiteurs pour 2 971 000 \$;

compensée en partie par :

- la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté de 10 171 000 \$.

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation** en baisse de 50 451 000 \$ pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2016 par rapport à la même période de 2015 principalement dû à :

○ la variation nette défavorable des passifs d'exploitation suivants :

- des droits à payer pour 40 845 000 \$;
- des créiteurs et charges à payer pour 31 733 000 \$;

○ la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté de 7 127 000 \$;

compensées en partie par :

○ la variation nette favorable des actifs d'exploitation suivants :

- des débiteurs pour 14 300 000 \$;
- des émissions, droits de diffusion et stocks pour 8 226 000 \$.

**Fonds de roulement négatif** de 2 578 000 \$ au 30 septembre 2016 comparativement à un fonds de roulement de 10 248 000 \$ au 31 décembre 2015. Cet écart défavorable de 12 826 000 \$ est principalement attribuable à la baisse des débiteurs et des émissions, droits de diffusion et stocks ainsi qu'à l'augmentation des droits de diffusion à payer, compensées en partie par l'augmentation des espèces et la diminution des créiteurs et charges à payer ainsi que des revenus reportés.

### **Activités d'investissement**

**Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels** de 8 265 000 \$ pour le troisième trimestre de 2016, comparativement à 6 180 000 \$ pour la même période de 2015, soit une hausse de 2 085 000 \$ (33,7 %). Cette hausse est principalement attribuable à la variation nette des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels financées par les créiteurs et charges à payer lesquelles se chiffraient à 1 055 000 \$ au 30 septembre 2016 comparativement à 4 624 000 \$ au 30 juin 2016.

**Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels** de 25 507 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2016, comparativement à 19 173 000 \$ pour la même période de 2015, soit une hausse de 6 334 000 \$ (33,0 %). Cette hausse est principalement attribuable à la variation nette des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels financées par les créiteurs et charges à payer lesquelles se chiffraient à 1 055 000 \$ au 30 septembre 2016 comparativement à 8 359 000 \$ au 31 décembre 2015.

**Acquisition d'entreprises** nulle pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2016 contre 1 161 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015 correspondant à un ajustement du prix d'achat relativement à l'acquisition de MELS.

**Acquisition nette d'entreprises** de 222 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2016 et de 56 361 000 \$ pour la période correspondante de 2015. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015, en plus de l'ajustement du prix d'achat relativement à l'acquisition de MELS mentionné ci-dessus, la Société a acquis de Transcontinental, le 12 avril 2015, 14 magazines, dont quatre magazines détenus et opérés en partenariat, trois sites web, des contrats relatifs à de l'édition sur mesure et des activités d'édition de livres pour un prix d'achat en espèces de 56 286 000 \$, incluant un montant de 786 000 \$ versé au cours du quatrième trimestre 2015 à titre d'ajustement final en lien avec une cible préétablie de fonds de roulement convenue entre les parties.

Dans le cadre de cette transaction, la Société a simultanément cédé les activités acquises d'édition de livres à Groupe Sogides inc., une société sous contrôle commun, pour une somme équivalente au prix payé, soit un prix convenu de 720 000 \$ dont un montant de 300 000 \$ en espèces, encaissé au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015, ainsi qu'une contrepartie conditionnelle à recevoir évaluée à 420 000 \$ au cours du quatrième trimestre de 2015. Au cours du deuxième trimestre 2016, la Société a encaissé un montant de 222 000 \$ à

titre de contrepartie conditionnelle finale et a donc enregistré une perte de 198 000 \$ dans ses frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres pour refléter la variation de valeur de cette contrepartie.

**Variation des placements** de 1 188 000 \$ durant le troisième trimestre 2016 (nulle pour la période correspondante de 2015). Au cours du troisième trimestre 2016, la Société a effectué une mise de fonds de 1 274 000 \$ dans Télévision ROC et a encaissé 86 000 \$ relativement à un dividende de liquidation d'un placement de portefeuille.

**Variation des placements** de 895 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2016, comparativement à 2 620 000 \$ pour la même période de 2015. En plus des éléments mentionnés précédemment, la Société a encaissé un montant de 293 000 \$ lié à un placement dans une société associée au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2016. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015, la Société avait effectué une mise de fonds de 2 891 000 \$ dans Télévision ROC et avait encaissé un montant de 271 000 \$ lié à un placement dans une société associée pour cette même période.

### **Activités de financement**

**Dettes à long terme** (excluant les frais de financement reportés) de 71 002 000 \$ au 30 septembre 2016, comparativement à 73 797 000 \$ au 31 décembre 2015, soit une baisse de 2 795 000 \$ correspondant essentiellement aux remboursements de capital trimestriels sur le prêt à terme.

### **Situation financière au 30 septembre 2016**

**Liquidités disponibles nettes** de 168 837 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 149 575 000 \$ plus des espèces de 19 262 000 \$.

Au 30 septembre 2016, le capital minimal à rembourser sur la dette au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

**Tableau 6**  
**Capital minimal à rembourser sur la dette de Groupe TVA**  
**Périodes de 12 mois terminées les 30 septembre**  
(en milliers de dollars)

2017	5 625	\$
2018	9 375	
2019	11 250	
2020	44 752	
<b>Total</b>	<b>71 002</b>	<b>\$</b>

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 2,6 années au 30 septembre 2016 (3,2 années au 31 décembre 2015). La dette était constituée en totalité de dettes à taux variable au 30 septembre 2016 et au 31 décembre 2015. La Société utilise un swap de taux d'intérêt pour fixer les déboursés d'intérêts futurs sur une tranche de 34 833 000 \$ de son prêt à terme garanti qui porte intérêt à un taux variable.

La Société dispose également d'un crédit rotatif de 150 000 000 \$ (150 000 000 \$ au 31 décembre 2015) qui a été renouvelé le 3 novembre 2014 et venant à échéance le 24 février 2019. Au 30 septembre 2016 et au 31 décembre 2015, une somme de 425 000 \$ pour des lettres de crédit avait été prélevée sur le crédit rotatif.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, de paiement de dividendes (ou de distribution de capital) et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 30 septembre 2016, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

### Analyse du bilan consolidé au 30 septembre 2016

#### **Tableau 7**

#### **Bilans consolidés de Groupe TVA**

#### **Analyse des principales variations entre les 30 septembre 2016 et 31 décembre 2015**

(en milliers de dollars)

	<b>30 septembre 2016</b>		31 décembre 2015	Écart	Principales sources d'explication de l'écart		
<b><u>Actifs</u></b>							
Débiteurs	<b>122 169</b>	\$	150 930	\$	(28 761)	\$	Impact de la variation courante et saisonnière des activités ainsi que de la baisse des produits d'exploitation.
Émissions, droits de diffusion et stocks	<b>61 266</b>		79 495		(18 229)		Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
Droits de diffusion	<b>52 190</b>		36 321		15 869		Impact d'acquisitions importantes de films et séries et de la variation courante et saisonnière des activités.
Écart d'acquisition	<b>37 885</b>		77 985		(40 100)		Comptabilisation d'une charge de dépréciation au cours du troisième trimestre 2016.
<b><u>Passifs</u></b>							
Créiteurs et charges à payer	<b>87 162</b>	\$	112 914	\$	(25 752)	\$	Impact de la variation courante et saisonnière des activités et d'une gestion serrée de la trésorerie à la fin 2015.
Passif au titre des prestations définies	<b>27 099</b>		2 322		24 777		Reconnaissance d'une perte actuarielle liée à la diminution du taux d'actualisation.

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES

### Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2016, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

**Tableau 8**

### Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 30 septembre 2016

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	5 625 \$	20 625 \$	44 752 \$	- \$	71 002 \$
Paiement d'intérêts <sup>1</sup>	2 465	3 474	267	-	6 206
Droits de diffusion	213 498	168 103	141 369	338 273	861 243
Autres engagements	13 902	15 916	4 689	3 654	38 161
<b>Total</b>	<b>235 490 \$</b>	<b>208 118 \$</b>	<b>191 077 \$</b>	<b>341 927 \$</b>	<b>976 612 \$</b>

<sup>1</sup>Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 30 septembre 2016 sur l'emprunt à terme rotatif et incluent les frais de disponibilité sur celui-ci.

En 2013, QMI et Groupe TVA ont conclu une entente d'une durée de 12 ans avec Rogers Communications inc. concernant les droits de diffusion francophones de la LNH pour le Canada. Les charges d'exploitation reliées à ce contrat sont constatées dans les charges d'exploitation de la Société et les engagements totaux liés à cette entente ont été inclus dans les engagements de la Société.

### Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du troisième trimestre 2016, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 22 812 000 \$ (23 186 000 \$ au troisième trimestre 2015).

Pour le troisième trimestre de 2016, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 9 568 000 \$ (6 656 000 \$ pour le troisième trimestre de 2015).

De plus, au cours du troisième trimestre 2016, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 964 000 \$ (837 000 \$ au troisième trimestre 2015). Ces honoraires sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation.

La Société a également assumé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 955 000 \$ pour le troisième trimestre de 2016 (1 080 000 \$ pour le troisième trimestre de 2015).

Au cours des neuf premiers mois de 2016, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 71 329 000 \$ (74 965 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2015).

Pour les neuf premiers mois de 2016, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse

provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 33 409 000 \$ (27 682 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2015).

De plus, au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2016, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 2 864 000 \$ (2 524 000 \$ pour la période correspondante de 2015).

La Société a également assumé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 2 865 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2016 (3 240 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2015).

### **Télévision ROC**

Depuis l'annonce le 13 février 2015 de la cessation des activités de Télévision ROC, société dans laquelle Groupe TVA détient une participation de 49 %, la Société a continué d'effectuer des mises de fonds dans Télévision ROC afin de couvrir les pertes opérationnelles jusqu'à la date de fermeture en plus de couvrir les coûts reliés à la cessation des opérations. Une provision de 198 000 \$ est enregistrée dans les créditeurs et charges à payer au 30 septembre 2016 afin de couvrir ces coûts.

Une mise de fonds de 2 600 000 \$ a été effectuée par les sociétaires pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2016, dont 1 274 000 \$ par Groupe TVA pour des coûts déjà provisionnés à la fin de l'exercice précédent et 1 326 000 \$ par l'autre sociétaire. Aucune mise de fonds n'avait été effectuée par les sociétaires au cours du troisième trimestre 2015 alors qu'une mise de fonds de 5 900 000 \$ avait été effectuée par les sociétaires pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015, dont 2 891 000 \$ par Groupe TVA et 3 009 000 \$ par l'autre sociétaire.

### **Capital-actions**

Le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société au 17 octobre 2016. De plus, 357 632 options d'achat d'actions classe B de la Société et 185 000 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 17 octobre 2016.

**Tableau 9**  
**Nombre d'actions en circulation au 17 octobre 2016**  
(en actions et en dollars)

	<b>Émises en circulation</b>	<b>Valeur comptable</b>
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	38 885 535	5,33 \$

### Juste valeur des instruments financiers

La Société a considéré la hiérarchie des évaluations à la juste valeur selon l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Cette hiérarchie reflète l'importance des données utilisées pour évaluer ses instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et se détaille comme suit :

- niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- niveau 3 : les données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé sont fondées sur un modèle d'évaluation en utilisant les données du niveau 2. Les justes valeurs sont fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de la période ou la valeur de marché d'instruments financiers similaires comportant la même échéance.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé au 30 septembre 2016 et au 31 décembre 2015 sont les suivantes :

**Tableau 10**  
**Juste valeur des instruments financiers**  
(en milliers de dollars)

	30 septembre 2016		31 décembre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Instrument financier dérivé	472 \$	472 \$	814 \$	814 \$
Dette à long terme <sup>1</sup>	71 002	71 002	73 797	73 797

<sup>1</sup>La valeur comptable de la dette à long terme exclut les frais de financement.

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2016, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été identifiée par la direction.

### Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujétis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents et les risques liés à la perte de clients clés dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels), les risques liés aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter

que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez-vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et <http://groupe TVA.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2015 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 28 octobre 2016 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 28 octobre 2016



**Tableau 11**  
**SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES**

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2016	2016	2016	2015
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.
<b>Exploitation</b>				
Produits d'exploitation	131 592 \$	144 229 \$	145 523 \$	165 429 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté	20 693 \$	2 427 \$	297 \$	16 846 \$
Perte nette attribuable aux actionnaires	(32 507) \$	(5 676) \$	(7 389) \$	(1 472) \$
<b>Données par action de base et diluée</b>				
Résultat par action de base et diluée	(0,75) \$	(0,13) \$	(0,17) \$	(0,03) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206	43 206	43 206	43 206
	2015	2015	2015	2014
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.
<b>Exploitation</b>				
Produits d'exploitation	138 523 \$	159 424 \$	126 514 \$	129 794 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e)	30 864 \$	7 371 \$	(7 691) \$	6 814 \$
Perte nette attribuable aux actionnaires	(36 455) \$	(2 588) \$	(14 711) \$	(4 418) \$
<b>Données par action de base et diluée</b>				
Résultat par action de base et diluée	(0,84) \$	(0,06) \$	(0,57) \$	(0,19) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206	43 206	25 693	23 771

- Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dû, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires, aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public et aux besoins en facilité de production des producteurs internationaux et locaux. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.
- Dans le secteur télédiffusion et production, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation et à la diffusion des événements sportifs en direct, alors que dans le secteur magazines, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, les charges d'exploitation varient en fonction des besoins en service de production des producteurs internationaux et locaux.

Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre.